

# 111 Présence internationale

SOMMAIRE : 1. ÉDITO 2. DE KIBERA A PARIS : TOURNÉE DE KATE WANGUI  
3. TOUR D'HORIZON DU CATATUMBO 4. DES NOUVELLES DE PBI FRANCE

## Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous sommes très heureux de pouvoir joindre à ce numéro de Présence Internationale (réduit à 4 pages pour l'occasion) le rapport international 2018 de Peace Brigades International. Ce rapport revient sur les célébrations du 20ème anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'Homme, mais également sur l'année écoulée dans les différents projets de PBI au Guatemala, au Honduras, au Mexique, en Colombie, au Kenya, en Indonésie et au Népal, et sur le soutien apporté par les différents groupes pays de PBI. En 2018, PBI a poursuivi son accompagnement des défenseur.e.s les plus menacé.e.s : plus de 1 000 défenseur.e.s ont bénéficié d'un accompagnement physique, nos équipes ont effectué plus de 1 100 rencontres avec les autorités civiles et militaires des pays où militent ces défenseur.e.s, avec les représentants de pays tiers et d'institutions multilatérales. Et nous avons attiré l'attention sur la situation et les besoins de protection des défenseur.e.s, élargi leur audience grâce à environ 400 événements et publications. Enfin, nous avons permis à plus de 2 500 défenseur.e.s de bénéficier de formations.

Le rapport a été traduit en français par Brigitte Chambolle, bénévole de longue date à PBI France. Après avoir été présidente de PBI France pendant une dizaine d'année, cette militante de la première heure de la non-violence a ensuite assuré les fonctions de trésorière pendant 5 ans. Lors de notre Assemblée Générale, le 10 mars dernier, elle a transmis le relais à Emilie Faruya, ex coordinatrice de PBI France entre 2010 et 2012, mais n'a pas pour autant pris sa retraite de PBI France ni des autres associations -pour les droits des migrant.e.s notamment- pour lesquelles elle milite. Brigitte, nous, actuelle et anciens coordinateurs, bénévoles, volontaires terrain français.es, et toute la communauté des défenseur.e.s que nous avons pu accueillir et soutenir, te remercions pour ton investissement sans faille à PBI durant toutes ces années ! Nous remercions aussi chaleureusement Martin Willaume, qui a cédé sa place de président, assumée pendant 5 ans, à Manon Cabaup, elle aussi ancienne coordinatrice de PBI entre 2014 et 2015. Charlotte Ivern, ex volontaire PBI au Kenya et en Colombie, ainsi que Cyrielle Raveneau et Théo Locherer ont également rejoint le Bureau de l'association. Bienvenue à eux !

Il y a un an, PBI France accueillait sa première tournée d'un défenseur kényan, Francis Sakwa. En juin 2019, preuve du dynamisme du dernier né des projets de terrain de PBI, nous accueillerons Kate Wangui, défenseure kényane des droits des femmes, qui a grandi à Kibera, l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique orientale, au sud de Nairobi. Cette tournée, financée par la Mairie de Paris et Non-Violence XXI, permettra de sensibiliser les acteurs institutionnels, politiques et associatifs français autour de la protection et la sécurité des femmes défenseures des droits humains, et de la boîte à outils pour une protection intégrale, établie par PBI, que Kate, comme d'autres femmes défenseures, essaie de diffuser dans les villes du pays.

Ce bilan 2018, tout comme les perspectives 2019 que nous vous présentons ici, ont été rendus possibles grâce à l'engagement de tous les instants des volontaires de PBI sur le terrain (une dizaine de français.es en 2018), nos bénévoles ici en France, nos bailleurs de fonds, mais aussi vous tou.te.s, sympathisant.e.s et adhérent.e.s de PBI France. Nous espérons de tout cœur vous garder à nos côtés et voir votre confiance renouvelée !

Bonne lecture,

MANON CABAUP  
PRÉSIDENTE DE PBI-FRANCE

# De Kibera à Paris, témoignage d'une lutte pour les droits des femmes

DU 18 AU 21 JUIN 2019, NOUS AURONS LE PLAISIR DE RECEVOIR KATE WANGUI, DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS KENYANE. FÉMINISTE, AMBASSADRICE POUR LA PAIX, MENTOR POUR LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES, ELLE EST ÉGALEMENT UNE MEMBRE ENGAGÉE DE LA BOÎTE À OUTILS POUR FEMMES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS INITIÉE PAR PBI. KENYA

Les évènements qui se sont déroulés durant la présidentielle 2017, entraînant conflits ethniques et répressions des droits et libertés par les forces de l'ordre, ont fait connaître au Kenya un recul sans précédent des droits humains. Si la réconciliation des deux candidats, Raila Odinga et Uhuru Kenyatta, après l'annulation puis le boycott des élections, a permis au pays de retrouver une stabilité politique et sociale, plusieurs organisations ont mis en lumière une tendance croissante au rétrécissement de l'espace civique s'incarnant par des restrictions administratives (exigences lourdes en matière d'enregistrement, difficultés d'obtention de permis de travail, sanctions disproportionnées en cas de non-respect des réglementations établies), la censure et la répression des organisations de la société civile et la réduction des espaces démocratiques. Cette réduction des droits humains et des libertés ainsi que l'augmentation des brutalités policières sont particulièrement visibles dans les zones urbaines pauvres, en particulier à Nairobi, profondément marquées par les exécutions extrajudiciaires de jeunes. En 2019, la normalisation des exécutions extrajudiciaires se poursuit.

## PBI Kenya : Quelle action ?

C'est dans ce contexte que PBI Kenya, intervient depuis 2015 sur requête d'acteurs locaux. En plus de son accompagnement intégral des défenseur.e.s des droits humains, PBI a lancé un programme en avril 2018 pour documenter et poursuivre les exécutions extrajudiciaires dans les quartiers informels de Nairobi. PBI met en œuvre ce projet dans le cadre d'un consortium avec Saferworld et deux organisations locales. PBI Kenya développe aussi un autre projet, lancé avec succès en 2017 : la boîte à outils pour promouvoir la protection des femmes défenseures des droits humains.

Cette boîte à outils est avant tout un instrument en ligne qui permet aux femmes défenseures kenyanes de se familiariser avec les moyens et ressources disponibles pour améliorer leur sécurité et leur efficacité dans le cadre de leur travail. L'objectif est de fournir aux défenseures travaillant spécifiquement dans les zones urbaines de Nairobi, et à celles qui vivent dans des environnements similaires, des connaissances, des informations et des outils pertinents et utiles pour améliorer leur compréhension de la sécurité et de la protection. PBI Kenya a réuni chaque mois 15 défenseur.e.s des droits des femmes (12 femmes et 3 hommes) venant des bidonvilles de Nairobi, pour développer des stratégies collectives afin de réclamer leurs droits, assurer



leur sécurité, développer des réseaux de soutien et plaider pour une prise en charge des multiples risques auxquels ils et elles font face.

Afin de pouvoir sensibiliser les citoyen.ne.s, les élu.e.s et les institutions qui travaillent sur ces questions, PBI France organise une tournée pour relayer le témoignage de Kate Wangui, défenseure des droits kenyane, de lui ouvrir les portes des réseaux de solidarité internationaux et de faire connaître au public français la situation spécifique des femmes défenseures au Kenya ainsi que les nombreux obstacles et difficultés auxquels elles font face.

**Kate Wangui : « Je suis une défenseure des droits humains, c'est ma passion. »**

Issue d'un milieu très défavorisé, élevée dans un cadre familial difficile, Kate Wangui a grandi à Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi, du Kenya et même d'Afrique orientale. Mariée avant d'être majeure et aujourd'hui mère célibataire, elle a grandi dans un contexte de violences endémiques, de tensions ethniques et de grande pauvreté. Après avoir été elle-même victime d'injustices et sa famille de violences aggravées, elle a su transformer sa colère et son sentiment d'impuissance pour devenir une défenseure des droits humains. En 2012, Kate a suivi une formation appelée «Kenya tunauwezo» qui portait sur la paix et la gestion des conflits. Huit ans plus tard, elle est une militante active des droits des femmes, et un membre engagé de la boîte à outils pour femmes défenseures des droits humains initiée par PBI. C'est pour parler de ses combats, mais aussi de sa résilience et des solutions développées à Kibera que Kate Wangui sera à Paris.

THÉO LOCHERER

# Tour d'horizon du Catatumbo

CATATUMBO VEUT DIRE EN LANGAGE INDIGÈNE BARI: ZONE D'ÉCLAIRS; ET C'EST PEUT-ÊTRE BIEN LE CIEL QUI TOMBE SUR LA TÊTE DES HABITANTS DE CETTE RÉGION DE 11 MUNICIPALITÉS À LA FRONTIÈRE EST DE LA COLOMBIE. NOUS TENTERONS DE VOUS OUVRIR UNE LUCARNE SUR LES DYNAMIQUES QUI OPPRESSENT LES CIVILS DE CETTE RÉGION. ILS ET ELLES VIVENT EN TENAILLES AU COEUR D'ENJEUX POLITICO-ÉCONOMIQUES ET ACTEURS ARMÉS ET LES DÉFENSEUR.E.S DES DROITS HUMAINS QUI PAIENT CHER LE PRIX DE LA JUSTICE. PBI COLOMBIE, QUI TRAVAILLE DANS CETTE RÉGION, SALUE LE COURAGE DES DÉFENSEUR.E.S DU CATATUMBO.

## Un territoire complexe

En Colombie, le conflit armé et socio-politique est avant tout un conflit de contrôle des terres. Le Catatumbo, initialement reconnu comme un parc naturel, n'échappe pas à cette règle. En revanche, le conflit foncier qui a opposé le peuple indigène Bari et la réserve paysanne au Nord du Catatumbo est lui singulier. A ce conflit entre civils se sont greffées les guérillas EPL (Armée Populaire de Libération) et ELN (Armée de Libération Nationale) d'un côté et de l'autre, transformant un conflit de voisinage en conflit armé particulièrement sanglant. Aujourd'hui encore, ce conflit demeure le terreau des combats violents et fratricides.

Dans ces onze municipalités ont également cohabité un front des FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) qui sont maintenant dans une zone de transition conformément aux accords de paix. Les ex-combattants restent cependant des cibles comme le prouve par exemple le massacre de neuf personnes en juillet 2018 dans la ville d'El Tarra, dont plus de la moitié des victimes sont des ex-combattants. Les FARC étaient, avant 2016, en tension avec divers groupes paramilitaires: AGC, Rastrojos, et de nombreux autres petits groupes, quand ils ne s'affrontaient pas directement avec l'armée colombienne. Sous la nouvelle présidence de Iván Duque, le Catatumbo a vu les militaires affluer en masse et la présence de tous ces différents acteurs armés a fait basculer la région dans une violence extrême et quotidienne. On compte aussi depuis deux ans des déplacements massifs de population depuis certaines zones, comme Tibu par exemple.

Enfin, la région du Catatumbo étant frontalière, elle est régulièrement le foyer de divers trafics. Le narco-traffic de la coca prédomine, ainsi que celui d'essence qui permet d'alimenter les laboratoires de transformation de la drogue. Cette économie illicite maintient financièrement les groupes armés, qui opposent d'autant plus de résistance aux tentatives d'application des accords de paix prévoyant la substitution des plants de coca, asphyxiant encore un peu plus les paysan.ne.s.

D'autre part, cette zone frontalière a récemment été le théâtre des tensions géopolitiques et de migrations massives entre la Colombie et le Venezuela.

La multiplicité des facteurs de violence brouille une

compréhension globale des enjeux et des risques et rend la société civile d'autant plus vulnérable.

## Une société civile meurtrie

Le Catatumbo peut compter sur de nombreuses associations indigènes, paysannes, féministes, étudiantes et ouvrières, entre autres. Par soucis de lisibilité nous nous arrêterons sur le cas de l'association ASCAMCAT (Association paysanne du Catatumbo). Elle est appuyée par la ACVC (Association Paysanne de la Vallée Cimitarra) et CCALCP (Collectif d'Avocates Luis Carlos Perez), que PBI accompagne, et qui travaillent principalement à la défense des droits des paysan.ne.s de la région.

ASCAMCAT est une association qui a énormément souffert des tensions présentes dans cette région. Elle s'est mobilisée en zone rurale, notamment afin que les accords de paix entre les FARC et le gouvernement ne restent pas lettre morte. Ses membres n'ont eu de cesse de marteler le besoin d'impulser les politiques de réforme agraire et de restitution des terres et ont également encouragé les paysan.ne.s qui se sont inscrits dans les programmes volontaires de substitution des cultures illicites. Le bilan : onze de ses membres actifs se sont fait assassiner depuis 2016 et les menaces et représailles sont nombreuses.

## Les initiatives qui inspirent

Face à cette terrible situation, PBI tient à saluer le courage des organisations de terrain, et notamment la coalition salutaire de la Commission de la Vida qui, en rassemblant trois grandes associations du Catatumbo (ASCAMCAT, CISCA et le MCP), leur a permis d'être plus fortes et plus visibles face aux autorités.

D'autres associations comme CCALCP et la ACVC se portent garantes et offrent une protection aux leaders qui restent dans les territoires. CCALCP aide les victimes du conflit à défendre leurs droits fondamentaux afin d'obtenir justice. La ACVC, quant à elle, travaille sur la formation des communautés en matière de protection et d'auto-protection, afin de réduire leur vulnérabilité.

Nous assurons depuis PBI France notre solidarité avec ces associations et communautés en résistance qui affrontent la guerre que les accords de paix n'ont pas endiguée.

AURORE CHOQUET

# L'actualité de PBI France

## Bremen Peace Awards

Félicitations aux organisation CNTC (Centre National des Travailleurs Agricoles) du Honduras et Fray Juan de Larios A.C, du Mexique finalistes pour le Prix Bremen International de Paix 2019 ! Les votes sont ouverts sur la page de la fondation jusqu'au 15 juin 2019.

En octobre dernier, nous avons eu le plaisir de recevoir Rosa Santamaria du CNTC à Paris. Bravo à cette organisation pour son soutien continu aux agriculteurs et agricultrices et pour son combat pour une répartition équitable des terres. En espérant que ces efforts soient récompensés !

## Recherche bénévole : Animateur/rice de formations

Nous recherchons un.e bénévole pour nous aider à animer nos formations d'initiation à l'intervention civile de paix. Rendez vous sur notre site internet ou envoyez nous un message si vous êtes intéressé.e.s et souhaitez plus d'informations.

## Weekend formation ICP du 29& 30 juin

Les 29 et 30 juin 2019, PBI France organise un week-end d'initiation à l'intervention civile de paix au Mundo M, à Montreuil.

L'occasion de discuter de non-violence, de prise de décision au consensus, de l'intervention dans des zones de danger, de l'impartialité en zone de conflit et de la non ingérence.

Informations pratiques :

Où : Mundo M, 47 Avenue Pasteur, 93100 Montreuil

Quand : les 29 et 30 juin 2019, de 9h à 17h

Prix : 30€ par personne (les repas sont à la charge des participant.e.s)

Pensez à vous inscrire sur HelloAsso !

## S'IMPLIQUER AVEC PBI

### Devenir bénévole

Pour devenir bénévole et aider régulièrement ou ponctuellement, il faut :

- avoir un peu de temps à donner ;
- être ouvert et convaincu de l'efficacité de la non-violence.

### Nos actions

#### Appui aux projets

À chaque projet de terrain correspond un "réfèrent", chargé du suivi du projet au sein de la section nationale. Il/elle informe les candidats au volontariat, assure une veille informationnelle, et est la courroie de transmission entre le comité qui gère le projet et la section nationale. L'appui aux projets passe également par la recherche de fonds et le travail interassociatif.

#### Réseau d'alerte

Il appartient aux sections nationales

de constituer un réseau d'appui. Celui-ci est composé de personnalités – élus locaux, députés, membres d'ONG – qui ont connaissance de notre action et la soutiennent moralement ou politiquement. En cas de difficulté rencontrée sur le terrain par un volontaire ou une personne accompagnée, ce réseau est sollicité pour une réaction immédiate auprès des autorités concernées.

#### Communication

- Communication externe  
Il s'agit de la création et la mise à jour des documents d'information (plaquettes, bulletin trimestriel etc.) et de la gestion de la liste de diffusion de PBI. Il faut également assurer la publicité des événements auxquels participe PBI, en tant qu'organisateur comme en tant qu'invité.  
- Communication interne

En tant que membre d'une organisation internationale, PBI-France doit participer à la vie de celle-ci : contribuer aux publications générales, se positionner sur différentes questions, participer à des rencontres internes, etc.

### Devenir volontaire

Pour devenir volontaire il faut :

- parler l'espagnol pour les projets latino-américains ;
- avoir une expérience associative préalable est souhaitable.

Chaque projet prend en charge la formation du volontaire, un voyage aller/retour, le séjour sur place, l'assurance et une petite indemnisation mensuelle. On demande au volontaire de s'engager pour une durée initiale d'un an.  
Consultez le site internet de PBI-France : [www.pbi-france.org](http://www.pbi-france.org)

## MERCI À NOS PARTENAIRES

